

**ORGANISATION POPULAIRE ET FAMILIALE DES
ACTIVITES DE LOISIRS**

**18, rue de la Division Leclerc
67000 STRASBOURG**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2024

SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

18, avenue du Rhin 67100 STRASBOURG • Tél : 03 90 20 05 80 • NOS BUREAUX : STRASBOURG | METZ | PARIS
E-mail : info@auditoria.fr • Internet : www.gestion-strategies.fr • N° formateur : 426 703 862 67

• SARL au capital de 800 000 € • RCS Strasbourg TI B 495 241 853 • Siret : 495 241 853 000 11 • Code APE : 6920Z • TVA intracommunautaire : FR 454 952 418 53
SOCIÉTÉ INSCRITE AU TABLEAU DE L'ORDRE DES EXPERTS COMPTABLES D'ALSACE ET DE LA COMPAGNIE RÉGIONALE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE COLMAR

A l'assemblée générale de l'association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **ORGANISATION POPULAIRE ET FAMILIALE DES ACTIVITES DE LOISIRS** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Dans le cadre de nos contrôles, nous avons ainsi vérifié la correcte prise en compte du principe de séparation des exercices et validé les assertions d'exhaustivité et de séparation sur les prestations de services, les subventions d'exploitation, les concours publics et les autres contributions financières accordées à l'association.

Les postes prestations de services, subventions d'exploitation, concours publics et autres contributions financières accordées à l'association ont fait l'objet d'un contrôle particulier, ces rubriques constituant une zone déterminante pour l'audit des comptes annuels. Un contrôle de justification des sommes enregistrées a ainsi été réalisé, par rapprochement avec les éléments contractuels. Ce contrôle a permis de conclure à l'absence d'anomalie.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres de l'association

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du trésorier et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne,

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne,
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels,
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier,
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Strasbourg, le 26 juin 2025

Pour la société AUDITORIA
Dan GOMPEL
Commissaire aux Comptes

Signé par Dan Gompel
Le 26/06/2025

ID: tx_dDd60vdMAJOL



Bilan Actif

		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	112 276	48 267	64 008	33 654
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				39 600
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions	5 618	5 618		(3 508)
	Installations techniques, mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	504 611	387 429	117 183	86 491
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.	322 370		322 370	316 087
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				214
	Prêts	34 335		34 335	15 550
	Autres immobilisations financières	1 115		1 115	780
TOTAL (I)		980 325	441 314	539 011	488 868
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes	2 579		2 579	
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	342 791	25 164	317 627	333 902
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	1 349 912		1 349 912	901 827
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	152 450	11 474	140 976	245 608
	DISPONIBILITES	1 952 499		1 952 499	1 987 474
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	26 459		26 459	14 117
	TOTAL (II)	3 826 690	36 638	3 790 052	3 482 928
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à V)		4 807 015	477 952	4 329 062	3 971 796
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an					16 330
(3) dont à plus d'un an					

Bilan Passif

		31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles	1 937 005	2 029 418
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau		
	Excédent ou déficit de l'exercice	118 004	(92 412)
	Total des fonds propres (situation nette)	2 055 010	1 937 005
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	18 890	(125 266)
	Provisions réglementées		
	Total des fonds propres	2 073 900	1 811 739
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
	Total des autres fonds propres		
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Total des fonds reportés et dédiés		
Provisions	Provisions pour risques	60 247	118 939
	Provisions pour charges	700 827	600 685
	Total des provisions	761 074	719 624
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	9 908	9 838
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	298 298	264 296
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	874 291	797 175
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	46 493	115 796
	Autres dettes		
	Produits constatés d'avance	265 099	253 327
	Total des dettes	1 494 088	1 440 433
	Ecarts de conversion passif		
TOTAL PASSIF		4 329 062	3 971 796
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		118 004,47	(92 412,47)
(1) Dont à moins d'un an		1 494 088	1 440 433
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		9 908	9 838

Compte de Résultat 1/2

		31/12/2024	31/12/2023
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	2 366	32 595
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	7 786 047	6 810 750
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	1 374 995	1 061 752
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières	3 772	538
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	233 098	100 686
	Utilisations des fonds dédiés		11 252
	Autres produits	22 217	3 854
Total des produits d'exploitation		9 422 495	8 021 428
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements	1 444 776	1 293 243
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	1 070 627	976 139
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	421 439	362 562
	Salaires et traitements	4 948 736	4 406 044
	Charges sociales	1 209 516	1 001 841
	Dotation aux amortissements et dépréciations	85 243	51 265
	Dotation aux provisions	106 142	71 017
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	10 326	1 885
Total des charges d'exploitation		9 296 804	8 163 996
RESULTAT D'EXPLOITATION		125 691	(142 568)

Compte de Résultat 2/2

		31/12/2024	31/12/2023
RESULTAT D'EXPLOITATION		125 691	(142 568)
PRODUITS FINANCIERS	De participation	6 285	3 130
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	10 437	9 601
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		6 005
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	12 646	
Total des produits financiers		29 369	18 735
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	11 474	
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières		11 474	
RESULTAT FINANCIER		17 894	18 735
RESULTAT COURANT avant impôts		143 586	(123 833)
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	5 280	16 290
	Sur opérations en capital	34 131	50 914
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total des produits exceptionnels		39 411	67 204
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	60 254	32 737
	Sur opérations en capital	2 538	2 292
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total des charges exceptionnelles		62 792	35 029
RESULTAT EXCEPTIONNEL		(23 381)	32 175
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices		2 200	754
TOTAL DES PRODUITS		9 491 275	8 107 366
TOTAL DES CHARGES		9 373 271	8 199 779
EXCEDENT ou DEFICIT		118 004	(92 412)
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole			
TOTAL			

Règles et Méthodes Comptables

Informations générales

L'association a pour objet de remplir une mission au service des familles :

- Pour l'accueil et la promotion des loisirs éducatifs au profit de leurs enfants ;
- Pour regrouper les familles soucieuses de la défense de leurs droits et intérêts matériels et moraux afin de les représenter auprès des collectivités et instances concernées;
- Pour la promotion de l'éducation populaire et de la formation visant à l'épanouissement individuel de ses membres bénévoles, salariés, parents et enfants;
- Pour favoriser la concertation, la solidarité et l'entraide entre ses membres.

Evènements significatifs et faits caractéristiques

Faits caractéristiques pouvant concerner l'activité, l'évolution prévisible, des opérations comptables, des événements importants....

L'exercice 2024 a constitué une étape stratégique majeure pour l'association OPAL, gestionnaire d'accueils périscolaires et extrascolaires dans le Bas-Rhin et la Moselle. L'année a débuté par le déploiement officiel de la marque OPAL au 1er janvier, accompagné d'une refonte complète de l'identité visuelle : nouveau logo, site internet, adresses électroniques et charte graphique, renforçant ainsi la cohérence et la visibilité de l'association sur l'ensemble de ses territoires.

Sur le plan opérationnel, 2024 a marqué la première année pleine d'activité pour les structures de Morhange et Puttrelange-aux-Lacs, intégrées depuis septembre 2023. Par ailleurs, un nouveau partenariat a été conclu avec la commune de Valmont, dont la mise en œuvre est prévue au 1er septembre 2024.

L'évolution du paysage local, avec l'émergence de structures d'accueil de grande capacité (jusqu'à 300 enfants dans le Bas-Rhin), a conduit l'association à engager une réflexion approfondie sur l'organisation, les modalités de fonctionnement et les compétences nécessaires à la gestion de ces entités complexes. Cette dynamique s'est traduite par le lancement d'un chantier sur les nouveaux métiers liés à ces enjeux. Enfin, l'année a été marquée par la rédaction et la présentation du nouveau projet social de l'OPAL pour la période 2024-2027, affirmant les orientations stratégiques et les valeurs portées par l'association.

Sur le plan financier, l'exercice a été impacté par la reprise de provisions pour risques prud'homaux à hauteur d'environ 70 000 €, consécutive à la clôture de procédures en cours.

Pour le personnel, évolution de la convention collective via son avenant 196. Cet avenant a pour objectif de valoriser les heures de préparation à raison de 10%, depuis septembre 2024, du temps de présence auprès du public. L'impact a été limité pour l'OPAL qui avait déjà intégré cette pratique depuis de

Règles et Méthodes Comptables

nombreuses années.

Le ratio passera à 15% en septembre 2026.

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales comptables dans le respect des principes prévus par le règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général, et le règlement ANC n°2018-06 relatif aux modalités d'établissements des comptes annuels personnes morales de droit privé à but non lucratif.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Le bilan de l'exercice présente un total de **4 329 062** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **9 491 275** euros et un total **charges** de **9 373 271** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **118 004** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2024** et finit le **31/12/2024**.

Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- image fidèle.
- régularité et sincérité.
- prudence.
- comparabilité et continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Règles et Méthodes Comptables

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Terrains et aménagements : 50 ans
- * Constructions : 10 à 50 ans
- * Agencements des constructions : 10 à 20 ans
- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 4 à 7 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 7 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

Stocks et en cours

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les produits en cours de production ont été évalués à leur coût de production.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur

Règles et Méthodes Comptables

brute, conformément aux principes comptables.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Provisions

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Cotisations

L'association ne pouvant justifier d'un droit d'agir en recouvrement sur ses appels de cotisations, elles sont comptabilisées en produit lors de leur encaissement effectif.

Indemnités de fin de carrière

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entreprise au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités.

L'association a décidé de provisionner le montant des engagements pour départ à la retraite dans ses comptes. Le mode de calcul est indiqué ci-dessous.

A la clôture de l'exercice, le montant de la "dette actuarielle" en matière d'indemnités de fin de carrière (IFC) s'élève à 700 827 euros.

La dette actuarielle est déterminée à partir des paramètres généraux suivants :

- Année de calcul : 2024
- Taux d'actualisation : 1.82 %
- Méthode de calcul : Rétrospective Prorata Temporis
- Initiative du départ : Le départ intervient à l'initiative du salarié.
- Convention collective : Métiers ECLAT
- Table de mortalité : INSEE TD 2020-2022

Règles et Méthodes Comptables

En ce qui concerne les paramètres des catégories, ont été retenus :

- Age de départ prévu (sauf dérogation individuelle) : 64 ans
- Progression de salaires : 2.00 %
- Taux de rotation : lent ou moyen
- Taux de charges sociales patronales : 31.53 %

La dette actuarielle est inscrite au bilan sous forme de provision, avec les caractéristiques suivantes :

- Montant total de la provision comptabilisée à la date de clôture : 700 827 euros
- Mouvement de la provision au cours de l'exercice (+ si dotation, - si reprise) : 100 142 euros

Elle ne fait pas l'objet d'une externalisation auprès d'un organisme d'assurance.

Contributions en nature

Description des modalités de recensement, de quantification et de valorisation.

L'association n'a pas mis en oeuvre d'outils lui permettant de recenser de manière exhaustive et objective la nature et l'importance des contributions volontaires en nature.

Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	102 868		9 408			112 276
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	102 868		9 408			112 276
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre	5 618					5 618
	sur sol d'autrui						
	instal. agencet aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers	44 189		7 763			51 951
	Matériel de transport	107 201					107 201
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	278 321		67 138			345 459
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours			978		978	
Avances et acomptes							
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		435 329		75 878		978	510 229
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence	316 087		6 283			322 370
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés	214				214	
	Prêts et autres immobilisations financières	16 330		19 120			35 450
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES		332 630		25 403		214
TOTAL		870 827		110 689		1 191	980 325

Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	29 613	18 654		48 267
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	29 613	18 654		48 267
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre	9 125		3 508	5 618
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres instal., agencement, aménagement divers	19 782	7 613		27 395
	Matériel de transport	107 201			107 201
	Matériel de bureau, mobilier	216 237	37 319	724	252 833
	Emballages récupérables et divers				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	352 346	44 932	4 231	393 047
TOTAL		381 959	63 586	4 231	441 314

Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges	106 301		64 539	41 762
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires	600 685	100 142		700 827
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres	12 638	6 000	153	18 485
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	719 624	106 142	64 692	761 074
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers	14 362	25 164	14 362	25 164
	Sur créances reçues par legs ou donations		11 474		11 474
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	14 362	36 638	14 362	36 638
TOTAL GENERAL		733 985	142 780	79 053	797 712
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			131 306 11 474	79 053	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Créances et Dettes

		31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts	34 335		34 335
	Autres immobilisations financières	1 115		1 115
	Clients, usagers douteux ou litigieux	25 164	25 164	
	Autres créances clients, usagers	317 627	317 627	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 314	1 314	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	1 144 124	1 144 124	
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	204 474	204 474	
	Charges constatées d'avance	26 459	26 459	
TOTAL DES CREANCES		1 754 612	1 719 162	35 450
Prêts accordés en cours d'exercice		18 785		
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine	9 908	9 908		
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	298 298	298 298		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	509 496	509 496		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	317 116	317 116		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	47 679	47 679		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes	46 493	46 493		
	Dettes représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	265 099	265 099		
TOTAL DES DETTES		1 494 088	1 494 088		
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice					
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Variation des Fonds Propres

	Fonds propres clôture 31/12/2023	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2024
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles	2 029 418			92 412	1 937 005
Réserves pour projet de l'entité					
Autres réserves					
Report à nouveau		(92 412)	92 412		
Excédent ou déficit de l'exercice	(92 412)	92 412	118 004		118 004
Situation nette	1 937 005		210 417	92 412	2 055 010
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	(125 266)		42 829	(101 327)	18 890
Provisions réglementées					
TOTAL	1 811 739		253 246	(8 915)	2 073 900

Variation des Fonds Dédiés

Fonds dédiés clôture 31/12/2023	Reports	Utilisations		Transferts	Fonds dédiés clôture 31/12/2024	
		Montant global	dont rembour- sements		Montant global	dont fds dédiés à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices

Subventions d'exploitation							
Contributions financières d'autres org.							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL							

--

Variation des Subventions d'Investissement

	Subventions à la clôture 31/12/2023	Augmentation	Diminution	Subvention à la clôture 31/12/2024
Subventions d'investissement				
Subventions d'équipement	(58 085)	23 542	(135 458)	100 915
Autres subventions d'investissement				
Montant nominal	(58 085)	23 542	(135 458)	100 915
Quotes-parts virées au compte de résultat	67 181	34 131	19 287	82 025

Subvention 2023 : CAF Equipement informatique copieur : 47 227€ notifié, dont **16 234 €** utilisés au 31/12/2024

Subvention 2020 : CAF Equipement modernisation de la gestion des ALSH : **83 703€**

Subvention 2024 : AGEFIPH : Sièges ergonomiques **977.67€**

Erreur solde 31/12/2023

Affiché : - 58.085.18 au lieu de + 96 659.23 soit un écart de 154 744.41 euros régularisé sur 2024

Colonne DIMINUTION :

Une subvention de 19 287.02 euros a été totalement amortie au 31/12/2024 et a donc été annulée.

Total DIMINUTION de 154 744 - 19 287 = 135 457 euros

Colonne AUGMENTATION :

Sur la subvention de 83 703 euros, seulement 61 138.70 euros avaient été mobilisés au 31/12/2023. Il y a donc une augmentation de 22 564.30 euros sur 2024

Nouvelle Subvention Agefiph : 977.67 euros

Total AUGMENTATION : 23 542 euros

Ces ajustements n'ont pas d'impact sur le résultat 2023, mais uniquement sur la présentation des comptes.

Concours publics et subventions

31/12/2024

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Montant fin ex.
Concours publics et subventions						
Concours publics		66 609	4 499	1 053 154		1 124 262
Subventions d'exploitation		23 200	168 818	58 715		250 733
Subventions d'investissement				22 565	977	23 542
TOTAL		89 809	173 317	1 134 434	977	1 398 537

Détail concours publics et subventions

Libellé	Concours publics	Subventions d'exploitation	Subventions d'investissement
CAF 67 PSO	436 550		
CAF 57 PSO	211 343		
CAF 57 ATL	8 524		
CAF 67 BONUS TERRITOIRE	186 157		
CAF 57 BONUS TERRITOIRE	202 612		
CAF CLAS	5 571		
CAF DIVERS	2 398		
ASP	66 609		
MSA	4 499		
CAF FONCTIONNEMENT		50 240	
CAF INVESTISSEMENT		8 475	22 565
VILLE STRASBOURG		164 818	
DGFIP		21 200	
COM COM BITCHE		4 000	
AGEFIPH			977
ETAT CLAS		2 000	
Totalisation	1 124 262	250 733	23 542

Charges constatées d'avance

	Période	Montants	31/12/2024
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION			26 459
CF pièce jointe		26 459	
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			26 459

Fournisseurs	Montants
DERNIERES NOUVELLES DNA	82,80
Jérôme CRONENBERGER	405,00
INITIATIVES DURABLES	2 090,00
IMMOVAL	70,47
Kahoot	29,93
ANTIGONE	109,85
ANTIGONE	59,99
QUONEX ALSATEL	542,29
BELTA	237,60
FAC-SIMILE	329,26
GRENKE	456,70
EST REPRO	51,66
GS LEGAL	3 300,00
EDFLEX	3 375,00
CTS	373,33
AIG	525,00
CBT ERAH	168,10
CBT ERAH	209,40
CBT ERAH	275,90
CBT ERAH	144,60
CBT ERAH	304,90
CBT ERAH	3 988,00
CBT ERAH	465,50
CBT ERAH	4 228,24
CBT ERAH	4 635,80
Total	26 459,32

Produits constatés d'avance

	Période	Montants	31/12/2024
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION			265 099
QP Résultats Etablissements à reporter		265 099	
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			265 099

Evaluation des contributions volontaires en nature

Répartition par nature de produits	31/12/2024	31/12/2023
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
Total		

Répartition par nature de charges	31/12/2024	31/12/2023
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations		
Personnel bénévole		
Total		

Commentaires sur l'évaluation des contributions volontaires en nature

BENEVOLATS :

La valorisation du bénévolat au sein de l'association et compte tenu de son activité n'est pas représentative pour la compréhension de l'activité de l'entité

Rémunération des dirigeants

Applicable aux associations dont le budget annuel est supérieur à 150 000 euros et recevant une ou plusieurs subventions de l'État ou d'une collectivité territoriale dont le montant est supérieur à 50 000 euros

Au sein de l'association, le montant des rémunérations et avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés visés par l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif n'est pas communiqué.

En effet, compte tenu de l'organisation et de la répartition des pouvoirs au sein de la structure, cette information reviendrait à indiquer une rémunération individuelle.

Produits et Charges exceptionnels

		31/12/2024
Total des produits exceptionnels		39 411
Produits exceptionnels sur opérations de gestion <i>PRODUITS SUR EXERCICE ANTERIEUR</i>	5 280	5 280
Produits exceptionnels sur opérations en capital <i>QUOTE-PART DES SUB D'INVESTISSEMENT</i>	34 131	34 131
Total des charges exceptionnelles		62 792
Charges exceptionnelles sur opération de gestion <i>AMENDE PENALITE</i> <i>CREANCES IRRECOUVRABLES</i> <i>SUBVENTIONS ACCORDEES</i> <i>CHARGES EXCEPT SUR EX ANT</i>	7 38 376 11 017 10 855	60 254
Charges exceptionnelles sur opération en capital <i>CHARGES EXCEPTIONNELLES DIVERSES</i>	2 538	2 538
Résultat exceptionnel		(23 381)

Effectif moyen

31/12/2024

Interne

EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE	Cadres & professions intellectuelles supérieures	5
	Professions intermédiaires	
	Employés	160
	Ouvriers	
	TOTAL	165



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

N° 2070-SD
(janvier 2025)

Formulaire obligatoire
article 206-5 du Code général des impôts

IMPOT SUR LES SOCIETES
COLLECTIVITES PUBLIQUES OU PRIVEES AGISSANT SANS BUT LUCRATIF

Adresse du service
où cette déclaration doit
être déposée

Identification du destinataire

Adresse du déclarant
(quand celle-ci est différente de l'adresse du destinataire)

Association ORGANISATION POPULAIRE ACTIVITE
18 Rue DE LA DIVISION LECLERC

67000 STRASBOURG

SIE		Numéro de dossier		Clé		Régime		Code service
						NI		
SIREN		3 0 4 1 6 4 7 9 1						

EXERCICE OUVERT LE 01/01/2024 ET CLOS LE 31/12/2024

CADRE NE CONCERNANT QUE LES ORGANISMES BÉNÉFICIAIRES DE DON (article 222 bis du CGI)

Montant cumulé des dons et versements mentionnés sur les reçus, attestations ou tous autres documents
et perçus au titre de l'exercice

Nombre de reçus, attestations ou tous autres documents délivrés au titre de l'exercice

DECOMPTE DE L'IMPOT A PAYER OU A RESTITUER

I- IMPOT SUR LES SOCIETES

Bénéfice taxable (report de la case K page 4) : **MI** 5 237 x Taux : 24 % = **NI** 1 257
Bénéfice taxable (report de la case F page 4) : **QI** 6 285 x Taux : 15 % = **RI** 943
Crédits d'impôts imputables (attachés à des revenus de valeurs mobilières étrangères) : **SI**
Crédits d'impôts imputés : **TI**
Montant total de l'IS à payer : **OI** 2 200
Solde des crédits d'impôt non imputés sur l'IS : **VI**

II – CONTRIBUTION SUR LES REVENUS LOCATIFS

Recettes imposables (report de la rubrique C du cadre IV page 4) : **MC** x Taux : 2.5 % = **NC**
Solde des crédits d'impôt non imputés sur l'IS (report de la case VI) : **OC**
Crédits d'impôts imputés sur la CRL : **PC**
Montant total de la CRL à payer : **O2** 0

III – RECAPITULATION

Total à payer (O1 + O2 = O3) : si O3 est positif ou nul (si nul porter 0) **O3** 2 200
ou Solde du crédit d'impôt non imputé dont la restitution peut être demandée :
(Joignez un relevé d'identité bancaire, postal ou de la caisse d'épargne)

COORDONNEES, DATE, SIGNATURE

RESERVE A L'ADMINISTRATION

Téléphone :	Somme :	Date :	Taux %	
Signature : (nom et qualité du signataire)	Date de réception :	N° PEC	Taux %	
A le			Taux %	
Adresse électronique :		N° Opération	Taux %	

Mode de paiement

Veuillez communiquer les éléments suivants à votre banque :

- ☐ numéraire
☐ chèque bancaire
☐ virement

SIE
RIB
REFERENCE

I – REVENUS DE CAPITAUX MOBILIERS

1 – Revenus taxables au taux de 24 % (revenus des créances non représentées par des titres négociables ; revenus des dépôts, cautionnements et comptes courants, revenus des valeurs mobilières étrangères autres que les dividendes, des avances, prêts ou acomptes reçus en qualité d'associés de société de capitaux) : indiquer le montant brut

5 237

2 – Revenus imposables au taux de 10 % : indiquer le montant brut

- produit des titres de créances négociables sur un marché réglementé en application d'une disposition particulière et non susceptibles d'être cotées : certificats de dépôt, billets de trésorerie, bons à moyen terme négociables et bons du Trésor en compte courant, prime de remboursement attachées à certains titres ou contrats, produits des parts des fonds communs de créances;
- revenus des obligations, titres participatifs, effets publics et de tous autres titres d'emprunts négociables émis à compter du 1er janvier 1987 : par l'État, les départements, les communes, les établissements publics français, les associations de toute nature, les sociétés, les compagnies et entreprises financières, commerciales ou civiles françaises.

3 – Dividendes perçus taxables au taux de 15 %

6 285

II – REVENUS DES EXPLOITATIONS AGRICOLES OU FORESTIERES

1 – Régime du bénéfice réel normal (1) (2) ou

Régime du bénéfice réel simplifié (1) (2)

2 – Régime des micro-exploitations « micro-BA » (1) (3)

TOTAL

3 – Bénéfice imposable (col. a – col. b) ou déficit (col. b – col. a) des exploitations agricoles

Bénéfice (a)	Déficit (b)

--

III – RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'AFFECTATION DES VOITURES DE TOURISME APPARTENANT A LA COLLECTIVITE OU DONT CETTE DERNIERE A ASSUME LES FRAIS D'ENTRETIEN AU COURS DE L'EXERCICE

Voitures affectées aux dirigeants ou aux cadres			Voitures utilisées pour les besoins généraux de l'exploitation		
Caractéristiques marque et puissance	Nom, qualité et adresse de la personne à laquelle la voiture est affectée	Propriétaire (P) ou non propriétaire(NP)	Caractéristiques marque et puissance	Service auquel la voiture est affectée	Propriétaire (P) ou non propriétaire(NP)

IV – REVENUS DES PROPRIETES BATIES ET NON BATIES

A - Adresse des propriétés

Départ (code)	Commune	Rue et numéro ou Lieu-dit	Nature	Départ (code)	Commune	Rue et numéro ou Lieu-dit	Nature

Nature : indiquer « R » pour les propriétés rurales et « U » pour les propriétés urbaines

B - Revenus imposables

	Propriétés rurales et/ou urbaines (totalisation col. 2 et 3)	Propriétés urbaine (constructions et leurs dépendances y compris les terrains non bâtis sis dans les villes ou dans les communes rurales qui ne font pas partie d'une exploitation agricole)	Propriétés rurales (terrains non bâtis même s'ils sont situés dans les villes)
RECETTES	1	2	3
1 – Montant brut des fermages ou des loyers encaissés			
2 – Recettes provenant de la location du droit d'affichage, du droit de chasse ou de pêche, de toits pour des antennes de téléphonie mobile, de la concession du droit d'exploitation de carrières, d'une source thermique, des redevances tréfoncières ou autres redevances			
3 – Dépenses par nature déductibles incombant au propriétaire et mises par convention à la charge des locataires (2)			
4 – Subventions (ANAH), indemnités d'assurance (3)			
5 – Total des recettes (lignes 1 à 4)			
FRAIS ET CHARGES			
6 – Frais d'administration et de gestion (4)			
7 – Autres frais de gestion (5)			
8 – Primes d'assurance (6)			
9 – Dépenses de réparation, d'entretien et d'amélioration (7)			
10 – Charges récupérables non récupérées au départ du locataire (8)			
11 – Indemnités d'éviction, frais de relogement, frais d'adhésion à des associations foncières			
12 – Impositions (y compris la CRL) (9)			
13 – Amortissements des constructions fiscalement déductibles			
14 – Provisions pour charges de copropriété payées en 2024 par les copropriétaires bailleurs (10)			
15 – Régularisation des provisions pour charges de copropriété déduites au titre de l'année 2023 par les copropriétaires bailleurs (11)			
16 – TOTAL DES FRAIS ET CHARGES [(lignes 6 à 14) – ligne 15]			
17 – INTERETS DES EMPRUNTS contractés pour l'acquisition, la construction, la réparation, l'amélioration ou la conservation des propriétés (12)			
18 – REVENUS (+) OU DEFICITS (-) par catégorie d'immeubles (ligne 5 – (ligne 16 + ligne 17))			

C – Contribution annuelle sur les revenus locatifs (CRL) (article 234 nonies à 234 quindecies du CGI)

Recettes nettes soumises à la contribution de 2,5 %

V – DETERMINATION DU BENEFICE TAXABLE**RECAPITULATION DES REVENUS IMPOSABLES**
détaillés pages 2 et 3**Revenus de capitaux mobiliers imposables à 24 %**
(reportez dans la colonne a le chiffre figurant au §I, ligne 1)**Revenus des exploitations agricoles ou forestières**
(reportez dans la colonne a ou b le chiffre figurant au §II, ligne 3)**Revenus des propriétés bâties ou non bâties**
(reportez dans la colonne a ou b le chiffre figurant au §IV, ligne 18)**TOTAL**

Bénéfice (a)	Déficit (b)
5 237	
5 237	

Solde bénéficiaire(col. a – col. b) (à reporter case A) ou **Solde déficitaire** (col. b – col. a) (à reporter case B)

A	5 237	B	
---	-------	---	--

Montant total des déficits antérieurs restant à reporter

C	
---	--

Solde bénéficiaire(A-C) (à reporter case D) ou **Solde déficitaire** (C-A) ou (B+C) (à reporter case E)

D	5 237	E	
---	-------	---	--

Revenus des dividendes imposés à 15 %
(reporter case F le chiffre figurant au §I, ligne 3)

F	6 285
---	-------

Revenus de capitaux mobiliers imposables à 10 %
(reporter case G le chiffre figurant au §I, ligne 2)

G	
---	--

1 – la collectivité a réalisé un solde bénéficiaire (case D remplie)
(reporter case H les 10/24 du montant brut (G))

H	
---	--

2 – la collectivité a réalisé un solde déficitaire (case E remplie)

- si les revenus mobiliers (G) sont supérieurs au déficit (E), reporter case I les 10/24 de la différence (G-E)

I	
---	--

- si le déficit (E) est supérieur ou égal aux revenus aux revenus mobiliers (G), reporter case J la différence (E - G)

J	
---	--

BENEFICE TAXABLE A 24 %(K = D + H ou I) (à reporter case MI page 1) ou**DEFICIT** (L = E ou J)

K	5 237	L	
---	-------	---	--

Si vous donnez en location un ou des locaux nus à usage professionnel dont le montant des recettes HT est supérieur à 152 500 €,

cochez la case suivante : ☐